

Stratégie d'influence : Réchauffement climatique

1 Evolution des Négateurs du Changement Climatique

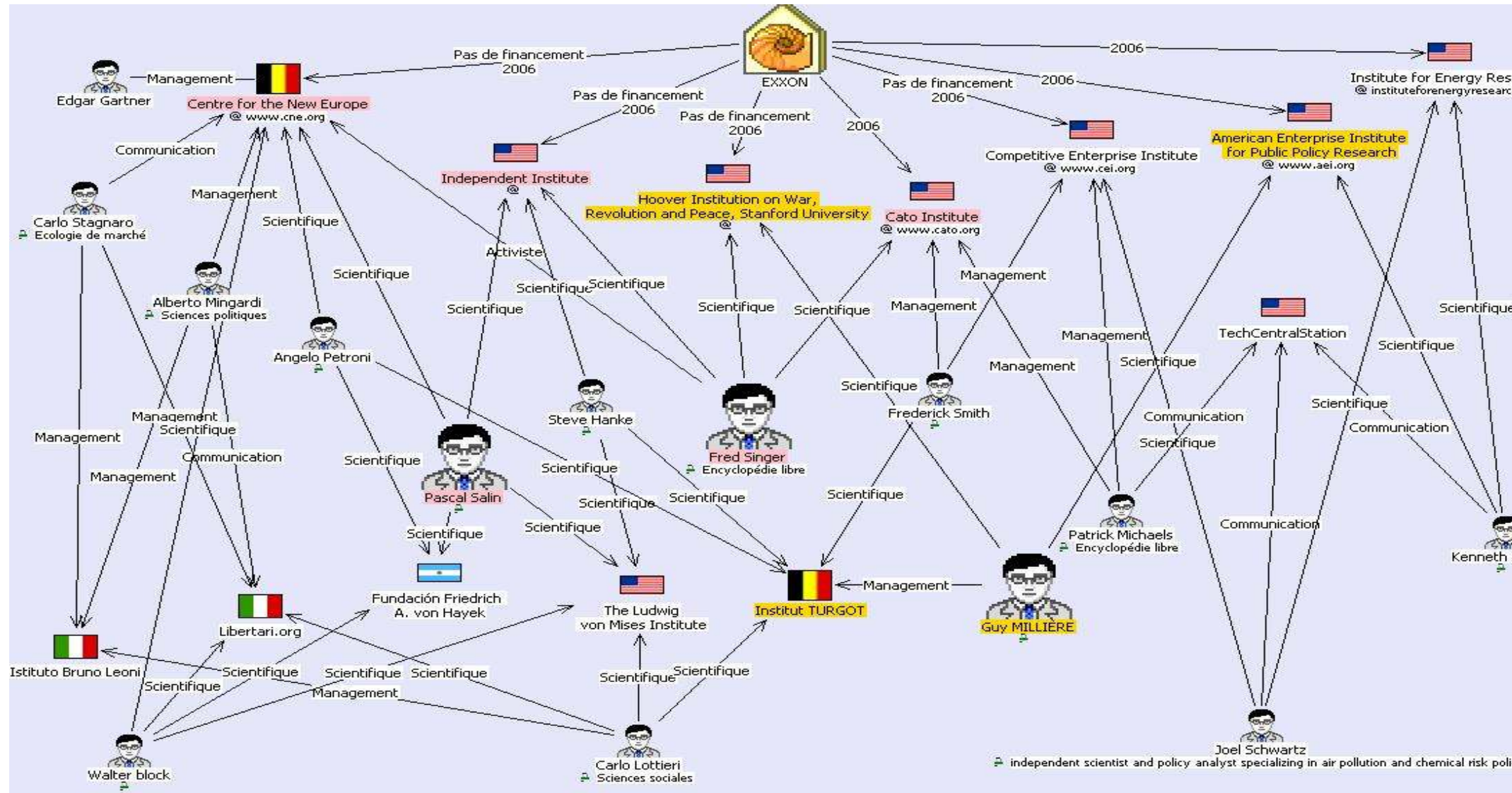
Lorsqu'à la fin de la décennie 1980 l'opinion publique internationale commence à percevoir les premiers cris d'alarme sur le réchauffement climatique, de sérieuses recherches scientifiques menées depuis plus d'un siècle ont déjà conclu à la responsabilité de l'Homme*.

Or si l'émission de gaz à effet de serre est admise et incriminée, cela équivaldra pour des puissances telles que les Etats-Unis et des mastodontes industriels de type Exxon à de lourdes pertes financières.

D'où la nécessité pour ces derniers de créer un front uni pour faire face à la menace que constitue clairement la reconnaissance du dioxyde de carbone comme cause principale de la dégradation climatique: Ce sera le point de départ du mouvement négationniste, lequel va se muer en une complexe et redoutable coalition internationale ayant pour objectif stratégique de semer le doute dans l'opinion.

« *Le lien entre l'activité humaine et le changement climatique ne peut être établi* » confiera le CEO de Exxon au **New York Time le 06 Mars 1991** en guise de lancement de l'une des plus puissantes campagnes de désinformation de niveau mondial après celle de l'industrie du tabac dans les années 1950.

1.1 L'identification des négateurs – approche cartographique



Voici ce qui ressort de l'analyse de la cartographie :

Le seul « lien transatlantique » vérifiable entre le réseau de négateurs des USA et l'Europe se centre sur la personnalité d'**Edgar Gärtner**, le responsable du département environnement du Center for the New Europe (CNE), à Bruxelles.

Le dénonciateur du « totalitarisme écologique » est, ironiquement, un ancien directeur de WWF (Fonds Mondial pour la Nature Sauvage) en Allemagne, et paraît représenter la seule menace potentielle « négatrice » du réchauffement.

Rédacteur d'articles dans des journaux européens comme le *Figaro* et la *Libre Belgique*, Gärtner a comme relation personnelle, **C. Boyden Gray**, un habitué du Bal du Capitalisme du CNE.

Gray est à la fois l'ambassadeur des USA (depuis juillet 2005) et lobbyiste de Microsoft auprès de l'UE. C'est un ancien conseiller du président Bush à la Maison-Blanche.

Pourtant, il existe encore quelques connexions transatlantiques entre des think-tanks sceptiques encore financés par Exxon et l'espace intellectuel européen, bien que ces liens ne soient pas composés par des intellectuels du réchauffement comme Gärtner.

Ainsi, à côté du CNE, il faut retenir aussi comme principaux think-tanks sceptiques **l'institut Turgot** (belge) et **l'institut Libertari** (italien). Ces deux organisations se trouvent connectées à des think-tanks américains comme **l'Independent Institute**, le **Ludwig von Mises Institute**, le **Hoover Institute of War**, et le **Cato Institute et le Competitive Enterprise Institute**, à travers des liens de co-participation scientifique.

Dans ce cadre, le nom du français **Pascal Salin** apparaît mis en relief, par le fait que cet économiste participe à la fois au CNE, au Independent Institute, au Ludwig von Mises, et à l'argentine Fondation Friedrich A. von Hayek.

A cette dernière collabore aussi l'italien **Angelo Petrone**, qui en même temps travaille pour l'Institut Turgot et le CNE. Finalement, un troisième nom à être retenu est celui de **Fred Singer**, qui à côté de la collaboration avec le CNE, il cumule d'autres avec l'Independent Institute, le Hoover Institution et le Cato Institute.

Encore un nom à retenir, celui du français **Guy Millière**, membre du Conseil Scientifique de l'Institut Turgot, poste qu'il cumule avec celui de chercheur au AEI (American Enterprise Institute) et au Hoover Institute. L'influence de ces experts sur la question du réchauffement ne se fait pourtant qu'indirectement, avec des communications prônant radicalement pour le libre marché. Ils ne constituent donc pas à proprement parler des négateurs.

1.2 Le recul des négateurs – perspective historique

Tandis qu'en 2003 une enquête du MIT (Massachusetts Institute of Technology) indique que seulement 22% de la population américaine se prononçait en faveur de mesures anti-réchauffement, ce chiffre atteint près de 48 % à la fin de 2007.

(Le Figaro, 01-02-2007)

Ce revirement témoigne d'un changement profond dans l'opinion publique du pays le plus grand pollueur du monde. Il constitue aussi un premier indicateur clair du déclin de l'influence des négateurs du réchauffement climatique à un niveau plus global.

Enclenché depuis 2005, ce processus se traduit par un isolement progressif de l'administration Bush dans ce domaine, amplifié par une réduction de l'activisme d'Exxon et par la faiblesse du « *lien transatlantique* » du réseau de négateurs.

L'ancien vice-Président de Bill Clinton, Al Gore, a reçu un Oscar à Hollywood en 2007, pour son long métrage commenté sur les manifestations destructrices de la nature en expliquant qu'elles sont les conséquences directes d'une pollution industrielle que la Terre n'est plus en mesure d'absorber.

1.2.1 L'isolement progressif de l'administration Bush sur l'échiquier institutionnel

Lorsque l'administration Bush arrive au pouvoir aux USA en 2001, le nouveau président annonce le retrait américain du protocole de Kyoto, qui avait été ratifié par Bill Clinton ; une mesure qui pouvait être anticipée lorsque l'on observe les connexions de la famille Bush dans le secteur énergétique.

Les sœurs Dobriansky sont un exemple flagrant. La sous-secrétaire d'Etat pour la démocratie et les affaires globales et la directrice générale adjointe du Département d'Energie, nommées par Bush, ont toutes les deux été engagées lors des négociations du protocole de Kyoto. La première, Paula, fût l'une des négociatrices américaines à Kyoto, alors que l'autre, Larisa, était lobbyiste pour Exxon.

L'arrivée au pouvoir de la nouvelle administration fournissait ainsi un cadre favorable à un épanouissement des négateurs du réchauffement climatique dans l'opinion publique américaine, alors que le choc du 11 septembre donnait une grande marge de manœuvre à l'aile la plus radicale du parti républicain en termes de discours et d'actions.

1.2.1.1 2005 : l'année charnière

On peut affirmer que 2005 fut une année charnière, qui amorce le déclin des négateurs du changement climatique sur l'échiquier institutionnel. C'est en effet à la fois l'année de la ratification des accords de Kyoto par la Russie de Poutine, ce qui permet une entrée en vigueur effective du protocole, mais aussi et peut-être surtout l'année de l'ouragan Katrina qui bouleverse toute l'Amérique.

Un mois avant cette catastrophe naturelle, George W. Bush admet pour la première fois que la main humaine pouvait être en partie responsable du réchauffement climatique (*cf l'analyse du discours des négateurs, dans cette étude*). Un premier fléchissement de l'administration du pays industrialisé le plus pollueur du monde et qui de surcroît avait dénoncé le protocole de Kyoto.

Le déclin des négateurs semble s'amplifier avec la fin de l'état de grâce de l'administration Bush, dans lequel la détérioration de la guerre en Irak a fortement joué dans l'opinion américaine. C'est dans ce climat de déclin de crédibilité de l'administration Bush que le candidat vaincu en 2001, Al Gore, a pu apparaître comme « le futur ex-président de l'Amérique », en se présentant pour le documentaire « Une vérité qui dérange », dont la première a lieu le 24 mai 2006 dans les salles de cinéma américaines.

1.2.1.2 Le rapport Stern agit comme un détonateur

Six mois après est publié le rapport Stern, un document de 700 pages produit suite à la demande du gouvernement Blair, sur les conséquences économiques du réchauffement climatique.

Les principales conclusions de ce document soutiennent que 1% du PIB mondial doit être investit chaque année pour éviter les pires effets du réchauffement climatique, en soulignant que « *nos actions pendant les prochaines décennies peuvent créer des risques d'une disruption majeure de l'activité sociale et économique, à la fin de ce siècle et le prochain, dans une échelle similaire avec celle associée aux grandes guerres ou à la grande dépression de la première moitié du XXe siècle* ». (BBC, 30-10-2006).

Parallèlement, sort une nouvelle enquête du MIT qui indique qu'une forte progression de la proportion d'américains (48%) croient désormais à la cause humaine du réchauffement. (Le Figaro, 01-02-2007)

La perte d'influence des « négateurs » du changement climatique se fait dès lors nettement sentir alors que les esprits commencent à s'enflammer : « *Je ne peux tolérer être appelé « sceptique » parce que tous les scientifiques doivent être des sceptiques, mais là ils ont commencé à nous appeler négateurs, avec toutes les connotations liées à l'Holocauste. C'est une obscénité. C'est devenu vraiment dégueulasse et personnel.* » (Tim Ball in Sunday Telegraph, 11-03-2007)

1.2.1.3 Les entreprises américaines entrent dans la danse

Parallèlement, dix entreprises annoncent en janvier 2007 la création de l'USCAP (www.us-cap.org), association regroupant désormais des sociétés et des associations militant pour la réduction, d'ici à 2050, de 60% à 80% des gaz à effet de serre émis aux Etats-Unis.

Dans leur manifeste, « Un appel pour l'action » (« *A call for action* »), les membres de l'USCAP affirment « travailler avec le Président, le Congrès, et toutes les autres parties prenantes pour mettre en place un programme de changement climatique efficace et respectant l'environnement, économiquement durable, et juste ». Cinq mois après, 14 nouvelles grandes entreprises américaines rejoignent le partenariat, dont le constructeur automobile General Motors. L'activité du partenariat s'élève aujourd'hui à environ 1700 milliards de dollars (La Tribune, 11-05-2007)

L'intégration de ces nouveaux membres, au sein de l'échiquier institutionnel, laisse l'administration Bush de plus en plus isolée sur ce sujet. La publication en février du dernier rapport du GIEC démontre l'importance du rejet de CO2 dû aux activités humaines dans l'existence de l'effet de serre, et l'urgence d'une action commune réglementée.

1.2.1.4 Le rapport du GIEC enfonce le clou

L'impact de ce dernier rapport s'est rapidement vérifié sur la scène internationale. Le 17 avril 2007, et pour la première fois en plus de soixante ans d'existence, le Conseil de Sécurité de l'ONU a débattu sur le changement climatique, suite à l'initiative du Royaume-Uni, le pays qui produit le rapport Stern, et qui préside actuellement l'institution majeure du système onusien (La Tribune, 18-04-2007).

En effet, la « special relationship » anglo-américaine semble ne plus s'appliquer sur le terrain du changement climatique. Quelques mois avant, le *Times* révélait l'intention du gouvernement britannique d'inviter directement les Etats américains de la fédération à joindre la bourse du carbone européenne (ADEME, 04-2007). Ce même mois d'avril, le sommet USA-UE a pour la première fois ébauché une entente sur ce même sujet.

À côté de ce rapport, plusieurs mouvements nord-américains isolent de plus en plus l'administration Bush. Huit projets de loi visant à introduire des limitations à l'émission de gaz à effet de serre sont préparés au sein du Congrès, actuellement de majorité démocrate. Il s'agit de textes qui bénéficient de soutiens aussi bien à la gauche qu'à la droite de l'échiquier politique, et sont soutenus par des poids lourds comme Hillary Clinton, Barack Obama, et John McCain, tous candidats à la succession de Bush.

1.2.1.5 Le mouvement gagne les états et les grandes villes des Etats-Unis

En outre, on peut observer des mouvements parmi certains états de la fédération, qui entament une démarche opposée à celle de l'administration centrale.

Le cas le plus frappant est celui de la Californie : le gouverneur d'un état qui produit plus de gaz à effet de serre que le Brésil, Arnold Schwarzenegger, décide de réduire ces émissions de 80% jusqu'à 2050. Sur la côte atlantique, le Massachusetts rejoint en janvier 2007 sept états du Nord-est dans la "Regional Greenhouse Gas Initiative" (RGGI, www.rggi.org), une coalition pour la création d'un marché régional du carbone et qui prévoit aussi des réductions (moins 10% en 2020). Au total, 22 états américains imposent alors des réductions du gaz à effet de serre.

Ce mouvement concerne aussi les grandes villes dont certaines se sont engagées très tôt.

Depuis 2003, la mairie de Chicago a mis en place le "Chicago Climate Exchange" (CCX), une bourse où les membres achètent et vendent des droits à émettre du CO2 dans le cas où une entreprise ne parviendrait pas à réduire ses émissions de 1% par an – une sorte de « Kyoto sans Kyoto ».

Seattle a elle aussi décidé de se transformer en « ville Kyoto » depuis février 2005, en se proposant de réduire ses émissions de 7% d'ici 2012. Le maire de la ville ayant invité d'autres villes à faire le même, les Etats-Unis comptent aujourd'hui plus de 450 villes engagées dans les mêmes objectifs, ce qui totalise 62 millions d'américains. (La Croix, 19-04-2007)

1.2.1.6 Changement d'attitude de l'administration Bush : Un revirement calculé ?

L'administration Bush semble commencer à céder. Le 31 mai 2007, George W. Bush a proposé un nouveau cycle de négociations pour fixer d'ici à fin 2008 un objectif mondial à long terme de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de lutte contre le réchauffement climatique. Cette proposition a pourtant immédiatement été qualifiée de « peu ambitieuse » par l'U.E. (AFP, 01-06-2007)

Cependant le 1^{er} Juin, le Président BUSH a marqué un virage à 180° au cours d'une allocution télévisée indiquant que "*Les Etats-Unis prennent cette question au sérieux*", et en souhaitant organiser une réunion avec les principaux pollueurs (Chine, Inde). Revirement calculé disent certains, il n'empêche que cette nouvelle attitude est à prendre en compte, et qu'il va falloir surveiller attentivement les futures déclarations américaines.

Les Etats-Unis chercheraient à faire cavalier seul (Greenpeace, WWF), pour saborder le prochain G8, renvoyant la conclusion d'un accord sur le changement climatique après les prochaines présidentielles américaines.

1.2.1.7 L'isolement américain est visible lors de la réunion du G8

L'isolement américain est visible lors de la réunion du G8, entre le 6 et le 8 juin 2007. D'après les révélations de Greenpeace et du Washington Post, une polémique s'est développée entre les USA et les autres membres. L'Allemagne de Merkel, aurait proposé dès le mois de mai une limitation du réchauffement à 2° pour ce siècle, ainsi que de réduire d'ici 2050 les émissions de CO2 à 50% de celles de 1990. (www.rue89.com, 28-05-2007)

Ainsi, l'administration Bush se retrouve-t-elle aujourd'hui isolée et encerclée sur l'échiquier institutionnel, tant sur la scène internationale, qu'au niveau national.

Pression internationale :

- Pression des Etats qui ont signés Kyoto,
- Pression croissante de l'ONU, à travers le GIEC,

Pression interne :

- Pressions provenant du Congrès,

- Pression provenant des états de la fédération,
- Pression provenant des mairies américaines,

Pressions provenant des échiquiers concurrentiel et sociétal :

Pression des environmentalistes américains,

Pression des assureurs qui ont payés 78 milliards de dollars aux victimes des catastrophes naturelles (AFP, 15 février 2007)

Pression des milieux d'affaires américains qui voient les opportunités du marché du carbone et des énergies renouvelables (AFP, 15 février 2007)

1.2.2 Le recul apparent d'ExxonMobil et son impact sur l'échiquier sociétal

Dans ce cadre d'isolement de l'administration centrale du pays le plus grand émetteur de gaz à effet de serre du monde, l'on constate aussi un recul de l'action de ses alliés naturels au sein des échiquiers concurrentiel et sociétal.

Depuis quelques années, le plus grand groupe pétrolier au monde, l'américain ExxonMobil, est devenu le symbole de la négation du réchauffement climatique. Sous la présidence de Lee Raymond, jusqu'à la fin de 2005, ce groupe pétrolier américain fut l'objet des plus dures critiques des principales ONG et associations environmentalistes pour son soutien financier systématique à des think-tanks conservateurs et ultra-libéraux sceptiques par rapport à la cause humaine du réchauffement climatique.

Raymond lui-même, par exemple, cumulait son poste avec celui de président de l'American Enterprise Institute.

Le *Center for New Europe* (CNE), think-tank situé à Bruxelles et pas très loin du Parlement Européen, organise depuis quelques années et régulièrement le « Bal du Capitalisme », avec quelque 400 personnalités plus ou moins reconnues par son apologie du libre marché.

Le responsable de son département Environnement est l'un des négateurs les plus connus et actifs, Edgar Gärtner, ancien rédacteur en chef de WWF magazine en Allemagne. Gärtner est ami personnel de Boyden Gray, lobbyiste de Microsoft à Bruxelles.

1.2.2.1 L'affaiblissement du « lien transatlantique »

Mais même ce discret « lien transatlantique » des négateurs a tendance à s'affaiblir.

Depuis que Raymond a quitté Exxon (tout en recevant une indemnisation d'environ 400 millions de dollars) et a été nommé par le président Bush, directeur du comité *American Energy Future* (sous la critique la plus hostile des environmentalistes), la nouvelle direction d'Exxon, avec le nouveau président Rex Tillerson semble depuis avoir adopté une approche plus modérée.

S'il est difficile de dire avec précision jusqu'à quel point Exxon a changé son attitude, il est pourtant possible d'identifier quelques indices au niveau du comportement.

1.2.2.2 L'arrêt du financement des principaux think-tank négateurs

L'indice le plus visible concerne l'état de lieux du financement de think-tanks négateurs. Le CNE par exemple, aurait cessé de recevoir des financements de la part d'Exxon, qui entre 2003 et 2005 lui aurait fourni un montant autour de 170 000 dollars. Le Competitive Enterprise Institute, le think-tank libertarien qui a promu des publicités télévisuelles avec le slogan : « *Carbon Dioxide : Some call it*

pollution. We call it life », reçut en 2005 sa dernière contribution financière d'Exxon, de 270 000 dollars.

Cette cessation des paiements est à rapprocher d'une campagne menée par la Royal Society (la plus importante association de scientifiques britannique), qui adresse une lettre¹ adressée à Exxon, en guise d'ultimatum.

La compagnie pétrolière a nié cette relation, quoiqu'un rendez-vous entre les deux institutions aurait eu lieu en juillet 2006. Selon cette association, une enquête aurait prouvé qu'Exxon aurait fourni un total de 2,9 millions de dollars à 39 think-tanks négateurs non représentatifs de la communauté d'experts du changement climatique (The Guardian, 20-09-2006)

2005, l'année charnière pour le déclin des négateurs, aura ainsi coïncidé ainsi avec la dernière année où Exxon maintenait un budget significatif pour une grande partie de ses think-tanks négateurs. Mais pas tous. Plus d'une dizaine d'autres think-thanks sceptiques continuent à recevoir des financements du géant pétrolier américain, tels que l'Independent Institute, le Cato Institute, la Hoover Institution et l'Institute for Energy Research (Rapport Greenpeace "ExxonMobil's Continued Funding of Global Warming Denial Industry" publié en Mai 2007).

1.2.2.3 L'action continue sous d'autres formes : occuper le terrain et ralentir la prise de décision

Pourtant, le journal britannique le *Guardian* a révélé des lettres envoyées à l'AEI par Exxon annonçant l'attribution de 10 000 dollars à tout scientifique qui publierait un article mettant en cause les conclusions du dernier rapport du GIEC. Les dépenses de voyages et d'autres coûts additionnels seraient aussi couverts par la poche du groupe pétrolier. (The Guardian, 02-02-2007)

Le recul est évident dans le comportement d'Exxon, il reste à savoir quelles sont ses intentions. Les discours et interventions du nouveau Pdg, Rex Tillerson, suggèrent que celui-ci, contrastant avec son prédécesseur, a pris une direction plus nuancée en termes d'opposition aux thèses anti-réchauffement.

Trois mois après l'annonce secrète de la récompense pour d'éventuels négateurs du IVème Rapport du GIEC, voilà que le 17 mai 2007, le jour où le Conseil de Sécurité de l'ONU a débattu du réchauffement, Exxon a aussi publié un communiqué sur sa position officielle sur le IVème Rapport en reconnaissant l'évidence du réchauffement de la planète et le besoin d'adopter des stratégies pour une réduction des émissions de gaz à effet de serre².

Toutefois, le 30 mai, Rex Tillerson a marqué une ligne nette de séparation entre sa direction et un certain nombre d'actionnaires d'Exxon anti-réchauffement, lors de l'assemblée générale annuelle. Critiqué sur le maintien du financement d'un certain nombre de think-tanks négateurs, le PDG d'Exxon a maintenu le discours du doute : *"Aujourd'hui, la communauté scientifique sait beaucoup de choses, mais beaucoup d'éléments ne sont pas consensuels. Il y a aussi tellement de domaines où nous aurons encore besoin d'énergies fossiles à l'avenir. Peut-être que vous n'aimez pas cette vision, mais c'est une réalité"*. (AFP, 30-05-2007)

¹ <http://image.guardian.co.uk/sys-files/Guardian/documents/2006/09/19/LettertoNick.pdf>

² http://www.exxonmobil.com/Corporate/Newsroom/NewsReleases/corp_nr_mr_climate_ipcc.asp

1.3 Le discours des négateurs - Tentative de décryptage

Par delà ses récentes évolutions, les ramifications de son réseau d'acteurs, le discours des négateurs peut se décrypter à travers trois axes majeurs (22).

1.3.1 Les arguments économiques et financiers

1.3.1.1 Le coût global des mesures à prendre

Parmi les principaux arguments généralement mis en exergue par les négateurs, figurent en bonne place le coût faramineux que pourrait constituer la stricte application de Kyoto I et II. Cette question est résumée par Edgar Gartner dans une livraison de **La Libre Belgique** datée du 26.12.2006.

« ...on estime le coût d'un plafonnement de la concentration du CO₂ à 550 ppm (parts par million) à 5 % du PIB, ce qui est considérable. Mais l'Union européenne s'est fixé un but encore plus ambitieux : limiter le taux du CO₂ à 450 ppm. Cela causerait un appauvrissement généralisé de la population certainement plus dommageable que la passivité face au changement climatique. Le rapport Stern, publié récemment en Angleterre, arrive à des conclusions différentes uniquement parce qu'il cache les gains possibles du réchauffement (comme par exemple la possibilité d'augmenter les rendements agricoles dans le Nord) et minore les estimations du coût des investissements nécessaires pour diminuer les émissions de CO₂ par les centrales, usines, chauffages domestiques et transports. »

1.3.1.2 L'impact sur les économies locales (Etats-Unis, Australie, Canada...)

Pour un certain nombre de pays industrialisés, la réduction des émissions de gaz à effet de serre devra s'accompagner d'énormes restrictions pour les économies locales. « *C'est peut-être très amusant pour quelques élites scientifiques et écologistes d'Ottawa. Mais les simples citoyens, d'un bout à l'autre du pays, n'endureront pas ce que cela fera à leur économie et à leur style de vie [...]* », déclare par exemple Stephen Harper à Toronto Star, le 5 septembre 2002. Cette inquiétude reste partagée par le gouvernement australien dont le ministre Fran Bailey signalait le 18 Avril 2007 l'effet dévastateur sur le tourisme dans son pays.

Les États-Unis quant à eux demeurent le plus gros émetteur avec environ 23 % des gaz à effet de serre parce qu'ils produisent 25 % des biens et services de la planète.

Politiquement, l'administration de George W. Bush a souvent motivé son attitude anti-Kyoto par le fait que la République Populaire de Chine, second émetteur mondial de gaz à effet de serre n'a pas ratifié le traité en 1997. En outre, ils justifient leur non adhésion par le fait que leur industrie est énergétiquement plus efficace que celle de la majorité des signataires. Les États-Unis préfèrent investir dans les Nouvelles Technologies et refusaient encore récemment tout accord multilatéral contraignant car aucune obligation ne pèse sur les pays en voie de développement (en particulier la Chine et l'Inde, deux gros émetteurs de gaz à effets de serre).

1.3.1.3 Le cas des Pays membres de l'OPEP et des Pays en Voie de Développement

Pour la majorité des pays en développement et en particulier pour des pays comme la Chine ou l'Inde, le changement climatique n'est pas une priorité au vu des autres enjeux du développement. Il est vrai qu'étant donné leur niveau de développement, ils n'ont pas les mêmes sensibilités vis-à-vis des questions environnementales. Ils pensent que les pays développés doivent agir en priorité car ceux-ci ont une responsabilité historique sur l'augmentation actuelle des concentrations de gaz à effet de serre. De plus, ils considèrent l'augmentation de leurs émissions par tête (qui sont aujourd'hui très faibles) comme une conséquence inéluctable de leur développement. Pourtant, l'Inde risque aussi de

subir un fort impact suite au changement climatique, en particulier dans le domaine agricole, à cause de possibles variations de la mousson. Pour la Chine, il n'y a donc pas de tendance claire.

Les pays en voie de développement, qui n'ont pas d'engagement quantifié de réduction de leurs émissions dans le protocole de Kyoto, craignent du reste que tout effort en ce sens n'entrave leur croissance économique.

Les pays de l'OPEP, surtout l'Arabie Saoudite et le Koweït, exigent des aides financières pour la diversification économique, au titre des compensations prévues par le protocole.

1.3.2 Les contre arguments scientifiques

Les scientifiques et institutions qui avancent que le réchauffement climatique n'est pas nécessairement dû à l'activité humaine y opposent une kyrielle de contre arguments visant essentiellement à mettre en doute les conclusions du GIEC. C'est par exemple le cas du Prof. Ian CLARK qui soutient que **l'activité solaire** est la principale cause du réchauffement climatique. L'Institut économique Molinari a repris cette théorie dans son rapport sur « *Les coûts économiques et l'inefficacité du protocole de Kyoto* ».

Et pour justifier ce point de vue largement repris par d'autres après lui, cet enseignant d'Hydrologie et Paléoclimatologie de l'Université d'Ottawa aligne les éléments ci-après :

L'essentiel du réchauffement de la planète durant le 20e siècle est dû à des changements dans l'activité solaire.

La vapeur d'eau provoque 30 fois plus d'effet de serre que le CO₂, mais entraîne de grosses incertitudes dans les modèles utilisés pour prédire un réchauffement dans l'avenir.

Le réchauffement de la planète est préférable à son refroidissement.

Il n'y a aucun lien mesuré ni modélisé entre le réchauffement de la planète et un nombre accru d'ouragans ou d'autres événements météorologiques extrêmes.

Les modèles mathématiques utilisés sont inadaptés, car ce sont ceux des météorologues qui ont été adaptés.

A ce tableau, s'ajoute l'avis du climatologue Gerald STANHILL pour qui les synthèses du GIEC occultent purement et simplement les phénomènes d'assombrissement/éclaircissement.

1.3.3 Les contre arguments de type idéologique

1.3.3.1 La résistance à « l'autoritarisme écologique »

Cette attitude est fortement relayée par Edgar Gartner, directeur du forum Environnement au Centre for the New Europe (CNE) à Bruxelles. Ce fut encore le cas dans une tribune publiée le 26 décembre 2006 dans le **Figaro** et **Les Echos**, non sans une once de raillerie :

« Si un remède ne marche pas, vous n'avez qu'à quadrupler la dose. C'est cette logique digne du Dr Knock, personnage de Jules Romains, qui semble se cacher derrière la revendication répétée cet automne lors de la conférence internationale sur le changement climatique à Nairobi : faire suivre le traité de Kyoto par un Kyoto II encore plus contraignant. Une fuite en avant qui n'est pas sans évoquer cette définition du totalitarisme, inspirée de L'Homme révolté d'Albert Camus : mobilisation de masse pour des buts que l'on ne peut jamais atteindre ».

1.3.3.2 La dénonciation d'un « complot socialiste »

Elle est assez bien résumée dans cette déclaration de Stephen Harper « [Le Protocole de Kyoto] est un complot socialiste visant à siphonner de l'argent aux pays producteurs de richesse. Il repose sur des données scientifiques approximatives et contradictoires sur l'évolution des climats. » (**Lettre de collecte de fonds de l'Alliance canadienne en 2002**).

1.3.3.3 Le refus du « dogme du réchauffement climatique »

C'est assurément le cheval de bataille de Claude Allègre. L'ancien ministre français, géophysicien de formation, met en doute ce qu'il appelle « le dogme du réchauffement climatique d'origine humaine », en particulier dans un article de **L'Express** où il déclare que :

« La cause de cette modification climatique est inconnue. Est-ce l'homme? Est-ce la nature? Les archives glaciaires ou historiques nous indiquent que le climat est un phénomène capricieux. Les théories météorologiques mathématiques le confirment. Donc, prudence. » Il dénonce ceux qui font d'une question scientifique non tranchée leur fonds de commerce : « En attendant, l'écologie de l'impuissance protestataire est devenue un business très lucratif pour quelques-uns! ».

1.3.3.4 Le rejet de la théorie de « la mondialisation climatique »

Pour le professeur Robert Vivian, glaciologue, la « mondialisation » en matière de climat est un leurre. Elle n'existe pas. Les évolutions des climats de notre planète ne se font, ni de manière concomitante, ni de façon homogène.

On le redécouvre aujourd'hui avec le concept de NAO (Oscillation nord atlantique des valeurs de la pression atmosphérique) qui analyse les comportements climatiques souvent contradictoires du Nord et du Sud de l'Europe ; comme existent des oppositions entre Amérique du Nord et Europe etc.

D'après ce chercheur, il est complètement erroné de vouloir étudier les variations des glaciers de montagne des régions tempérées au vu des seules courbes de température et des seules évolutions de l'environnement chimique des régions polaires. Ce discours qui ne dédouane pas pour autant l'impact des gaz à effet de serre connaît cependant une évolution pour le moins surprenante.

1.4 Le recul des négateurs : revirement ou choix tactique ?

1.4.1 Le jeu de la victimisation

Dans un article du **Sunday Telegraph** paru le 11 mars 2007 et intitulé : *Des scientifiques menacés pour leur « démenti climatique »*, le journaliste Tom Harper révèle que des scientifiques ayant remis en cause l'impact de l'humanité dans le changement climatique ont reçu des menaces de mort et qu'ils prétendent être évités par la communauté scientifique.

Prenant la parole, Timothy Ball, ancien professeur en climatologie à l'Université de Winnipeg au Canada, dit avoir reçu cinq menaces de mort par courriels après avoir relevé des soucis sur le degré d'influence de l'homme sur le changement climatique.

« Je puis tolérer être qualifié de sceptique parce que tous les scientifiques devraient être des sceptiques, mais ensuite ils ont commencé à nous traiter de négateurs, avec toutes les connotations à l'Holocauste. C'est une obscénité. C'est vraiment moche et personnel. »

1.4.2 Le changement du discours

Le 6 Juillet 2005 déjà, lors d'une conférence de presse avec le Premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen au Danemark, le président George W. Bush a reconnu pour la première fois que la production de gaz à effet de serre issue de l'activité humaine est en partie responsable du réchauffement climatique. Il a néanmoins continué à plaider pour la recherche et le développement de sources d'énergies non polluantes, plutôt que pour une réduction des gaz à effet de serre.

Le lundi 30 Avril 2007, George W. Bush et les dirigeants européens se sont entendus cette fois sur la nécessité d'une action "urgente" contre le changement climatique. Même si on ne parle toujours pas d'impératifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, pour la Chancelière allemande, Angela Merkel, il s'agit là d'« *un énorme pas en avant...* ».

Dans leur déclaration finale [Cf. AFP du lundi 30.04.07], les dirigeants européens et américains disent être « déterminés à atteindre l'objectif final, qui est de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêcherait une dangereuse interférence d'origine humaine avec le système climatique ».

1.4.3 L'offre de financement d'Exxon à des scientifiques contre le GIEC

Le vendredi 2 février 2007, **The Guardian** révélait la proposition d'Exxon Mobil de soutenir financièrement les experts du Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat.

Par le biais du Competitive Enterprise Institute, le géant américain a proposé 10.000 dollars US à plusieurs économistes et scientifiques participant au panel réunis à Paris pour écrire des « *articles [...] visant à mettre en relief les forces et les faiblesses du rapport du GIEC ...* ».

1.4.4 A titre de conclusion

S'il apparaît encore prématuré de parler de revirement, il n'en demeure pas moins que le bloc des négateurs se délite au fur et à mesure des années.

Un certain courant est né en son sein qui prend conscience de l'isolement relatif auquel risque d'être soumis nombre d'entreprises ou de pays comme le souligne fort opportunément un papier du Greenwire du 18 Avril 2007 sur l'Australie. Ce pays « *...pourrait ainsi être boudé par des voyageurs à*

la conscience écologique au même titre que les destinations vers des pays répressifs le sont pour des raisons politiques ».